

NON À L'AGRESSION IMPÉRIALISTE POUR FAIRE MAIN BASSE SUR LES RICHESSES DU VENEZUELA !

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'armée américaine, sur ordre de Donald Trump, a mené une opération militaire sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour enlever le président Maduro et sa femme. Du jamais vu depuis l'invasion militaire par les États-Unis de l'île de Grenade en 1983 et l'enlèvement de Noriega au Panama en 1989.

Main basse sur le pétrole

Officiellement, Trump a fait kidnapper Maduro pour le juger aux États-Unis pour « narco-terrorisme ». Une accusation ridicule, qui ne prend même pas la peine de cacher les véritables raisons de cette invasion militaire : mettre la main sur les immenses réserves pétrolières vénézuéliennes. Lors de sa conférence de presse, Trump a d'ailleurs carrément prétendu que les États-Unis dirigeraient désormais directement le pays et ses ressources, et a prononcé plus d'une vingtaine de fois le mot « pétrole ».

En réalité, aux yeux des capitalistes américains, le seul crime de Maduro, et de son prédécesseur Chávez, est d'avoir osé nationaliser les compagnies pétrolières vénézuéliennes, et imposé la participation majoritaire de l'État vénézuélien aux installations pétrolières américaines. En 2002, déjà, l'impérialisme américain avait tenté de renverser Chávez. En 2015, c'est Barack Obama qui avait imposé des sanctions économiques au pays, qui ont avant tout touché la population. Une politique qu'a poursuivie Biden, et que Trump a aujourd'hui décidé d'amplifier avec le renversement direct de Maduro par l'armée américaine.

Une menace contre tous les peuples de la planète

Maduro et son prédécesseur Chavez se prétendaient socialistes mais ne défendaient en rien les intérêts des travailleurs et travailleuses de leur pays. Au Venezuela, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les libertés syndicales sont suspendues. Maduro s'est maintenu au pouvoir par une répression brutale et a fait emprisonner des centaines d'opposants.

Mais les crimes du dirigeant vénézuélien n'autorisent nullement le grand banditisme impérialiste de Trump dans un déploiement spectaculaire de forces destiné à

intimider tous les peuples de la planète !

Une semaine avant cette opération éclair sur Caracas, les États-Unis avaient déjà mené des frappes sur le Nigeria, le plus gros pays producteur de pétrole d'Afrique. Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio menacent maintenant Cuba, la Colombie et le Groenland, de connaître le même sort que le Venezuela. Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants européens, Macron en tête, se sont réjouis de la chute de Maduro. Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de leur allié Maduro et au « respect du droit international », eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump. Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine. Xi Jinping menace Taïwan au moyen d'opérations navales tout aussi impérialistes que celles des États-Unis.

Aux travailleurs et aux peuples de stopper cette folie guerrière !

En réalité, le génocide à Gaza a bien montré à quoi servait le prétendu « droit international » : légitimer la domination des pays impérialistes qui, lorsqu'ils le jugent nécessaire, n'hésitent pas à s'asseoir dessus pour massacrer les peuples et envahir des pays. Il n'y a rien à attendre, ni des dirigeants impérialistes, ni de leurs institutions.

Dès l'annonce des bombardements américains sur Caracas, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, en France, en Espagne, en Italie, mais aussi dans les grandes villes des États-Unis, pour dénoncer ce raid. Seuls les peuples et les travailleurs de la planète, en se mobilisant et s'organisant, peuvent stopper la folie guerrière des impérialistes. À bas l'agression contre le Venezuela ! À bas l'impérialisme !

De quoi refroidir les plus ardents

Au retour des congés, nous avons trouvé l'usine glaciale, comme à chaque pic de froid. Mais cette fois, les douches ont décidé d'arrêter de nous servir de l'eau chaude. Entre la toilette et la bronchite ou la grippe, le choix est vite fait : mieux vaut se passer de douche.

Pour rester propres, il ne nous reste pas d'autre solution qu'éviter de se salir. Et tant pis si les cadences faiblissent...

Vacances prolongées

La cataphorèse a-t-elle profité des vacances pour se retaper ? La réponse est non. On l'entend sonner régulièrement pour des défauts. Courage aux collègues qui doivent se farcir de faire tourner la production malgré tout... En même temps, si elle n'arrive plus à tenir, c'est qu'elle a besoin non pas de vacances, mais de la retraite.

Et là, on ne peut que comprendre.

Baisse sélective

À Stellantis-Mulhouse, la direction a annoncé une réduction de production à la mi-janvier de 200 véhicules par jour, soit un tiers des fabrications quotidiennes. Les premiers sacrifiés seront les intérimaires : 400 d'entre eux seront mis à la porte. Et d'autres postes pourraient bien suivre avec l'arrêt de la DS7.

En attendant, les profits de Stellantis ne diminuent pas d'un tiers, eux...

Noël avant l'heure pour les constructeurs

Mi-décembre, la Commission européenne a lâché l'objectif de 100 % de véhicules électriques en 2035 pour celui d'une baisse de 90 % des émissions de CO₂. Les 10 % restants seront compensés grâce à des « crédits carbone » au mode de calcul douteux.

De plus, l'UE versera de nouvelles aides aux entreprises : des prêts à taux zéro pour les fabricants de batteries, des subventions massives aux entreprises qui renouvellent leur flotte avec des véhicules électriques, etc. Tout cela ne sauvera ni les emplois, ni la planète. Les profits des industriels, par contre...

Tout pour les actionnaires

En ce début 2026, les usines Michelin de Vannes et Cholet ferment. 1 254 salariés y ont perdu leur emploi.

Le groupe, lui, s'offre deux entreprises spécialisées dans le textile technique et le tissu industriel pour un montant non communiqué, mais qui se compte forcément au moins en dizaines de millions de dollars. Et ce après l'achat en 2023 d'une entreprise similaire pour 700 millions d'euros.

Michelin peut bien mettre en scène le remboursement de quelques millions d'euros d'aides publiques. Il roule pour ses actionnaires et écrase ses salariés.

Elkem : les patrons de la chimie tuent

Le 22 décembre, une explosion a fait deux morts et deux blessés graves (dont une est toujours dans le coma) sur l'usine Elkem Silicones de Saint-Fons (Rhône). Ils s'ajoutent aux plus de 1 200 salariés morts du travail en 2025. L'explication de cette insupportable hécatombe est toujours la même : les patrons rognent sur les embauches et la sécurité pour produire moins cher, dégradent les conditions de travail ou poussent à prendre des risques pour tenir les cadences.

Les salariés connaissent les sites, les machines, et les méthodes de production. À eux d'imposer les règles de prévention et de sécurité nécessaires.

Liberté pour les militants de Palestine Action !

Au Royaume-Uni, le groupe Palestine Action mène depuis 2020 des actions contre les usines d'armement qui fournissent l'État d'Israël. Alors que les premiers militants jugés ont été acquittés par les tribunaux britanniques, le gouvernement « de gauche » de Keir Starmer a trouvé la parade : leur appliquer la loi anti-terroriste. 24 militants attendent depuis un an et demi leur procès en prison. Leur crime ? Avoir détruit des drones dont Israël se servait à Gaza pour piéger les secouristes palestiniens et les assassiner...

Liberté pour les « 24 de Filton » !

**LE LAURÉAT DU PRIX FIFA POUR LA PAIX,
DONALD TRUMP, ATTAQUE LE VÉNÉZUELA ET ENLÈVE
LE PRÉSIDENT NICOLAS MADURO ET SA FEMME**



La colère se généralise en Iran

En Iran, les manifestations contre la vie chère (+250 % sur le pain !) ont rapidement pris un tournant politique. Les États-Unis et Israël prétendent se préparer à aider les manifestants face à la dictature des mollahs. Mais ils craignent encore plus l'extension du soulèvement dans toutes les couches de la population. Celle-ci a tout lieu de se défier d'une « aide » qui pourrait venir noyer sa révolte sous les bombes...